

Alliances territoriales et frontières européennes

En ce qui concerne le logement locatif social, le Gouvernement Basque propose, d'une part, des prêts à taux bonifiés à 2 % et, d'autre part, une subvention pour le locataire, relative au niveau de revenus (aide au loyer). La mesure préférentielle est l'aide au particulier pour l'accession à la propriété et le locatif social (soit 36 millions de pesetas en 1994).

Une pénurie du logement social

Ferry, Georges

Ingénieur, chef du service construction, D.D.E 64.

L'Etat incite les organismes H.L.M. à travailler dans des cadres de politiques techniques bien définies. Les échanges avec l'Espagne partent d'une volonté de l'Etat, repris ensuite par les régions. L'intervention de l'office départemental est due à une question de dotation de financements. L'office des Pyrénées-Atlantiques se trouve dans une situation de très forte tension locative proche de celle de l'Alsace: une demande de 3 000 logements (dont la moitié pour la Côte) s'oppose à une offre variant de 300 à 800 logements. Le logement locatif social est donc en situation de pénurie dans notre département. La situation espagnole n'influence que très peu ce marché. Dans le secteur Hendaye-Irun, les locataires espagnols sont souvent parents avec des familles françaises ou occupent un emploi en France.

Le partenariat entre l'office et les communes est très poussé. Malheureusement, les financements de l'Etat manquent et ne permettent pas de satisfaire la demande. C'est pourquoi, en 1990, l'office H.L.M. départemental a lancé l'expérience Eurorex. Cinq années ont été nécessaires à la concrétisation des idées. L'expérimentation, longtemps bloquée par des problèmes politiques, commence seulement aujourd'hui. Les problèmes de langue et la différence des modes de vie sont parfois difficiles à surmonter. De plus, l'opération démarrée actuellement ne répond pas au problème de pénurie de logements des deux côtés de la frontière.

Le poids de la réglementation et de l'administration, de part et d'autre de la Bidassoa, a contribué à l'obtention de ce triste bilan: 25 logements aidés, en partenariat avec nos amis espagnols en cinq ans ! Espérons une très prochaine réduction de ces délais.

Comment faire face à cette nouvelle demande?

Ruiz de Alegria, Alfonso

Directeur financier de la société VISESA, société publique de construction.

Face à cette situation de très forte demande, le Gouvernement Basque répond de deux manières:

- la création de logements concertés: logements sociaux destinés à des ménages à revenus intermédiaires. Le maître d'ouvrage est alors le promoteur privé.